

# DIDIER MAURIN FINANCE

## Siège social

72 rue du Faubourg-Saint-Honoré  
75008 Paris  
Tél. +33 1 40 07 82 89  
[www.didiermaurinfinance.fr](http://www.didiermaurinfinance.fr)

## Services administratifs

60 boulevard de La Rochelle  
55000 Bar-le-Duc  
Tél. : +33 3 29 70 61 61  
[info@didiermaurinfinance.fr](mailto:info@didiermaurinfinance.fr)



## LETTRE FINANCIÈRE n°89

- Juillet 2012 -

Les futures grandes fortunes sont en train de se constituer maintenant, car avec la terrible dépréciation d'actifs de qualité, les opportunités d'investissements ne manquent pas ce dont nous nous rendrons compte dans quelques années !

Pour l'heure toutefois, nous sommes toujours dans **la crise mondiale la plus grave depuis un siècle**, car une crise où **des Etats entiers font faillite** et où **le prix des multinationales ne vaut plus grand chose malgré leurs profits (actions)** n'est pas chose courante...

Or...

Quand cette crise cessera-t-elle ?!...

Tout simplement lorsque les banques centrales assureront au monde entier "**la grande liquidité**", à savoir des milliards à prêter aux banques et un financement des Etats plus souple et plus consistant !...

Elles ne le font pas pour le moment car elles ne veulent pas donner à nombre de gouvernements, **dont le nôtre**, la sensation qu'ils peuvent dépenser plus sans faire d'efforts...

Alors elles se contentent d'intervenir en dernier ressort lorsque l'un d'entre eux est sur le point de "flancher" !...

Cela étant dit, viendra le jour où cette "**grande liquidité**" interviendra parce que la grande majorité de nos institutions au niveau mondial se sera mis d'accord...

A ce moment-là, **le prix des actions s'envolera, l'or flambrera à nouveau sur fond d'inflation... et la valeur de nos crédits immobiliers subira une forte dépréciation !**

Pour l'heure toutefois, nous n'en sommes pas là, et vous devez avoir en tête que **la dette française, qui atteindra 1800 milliards d'euros à la fin de l'année**, risque d'être attaquée par les marchés financiers mondiaux...

A ce moment-là, le gouvernement actuel connaîtra de grandes difficultés et sera tenté, en 24 ou 48 heures seulement, de bloquer l'ensemble de vos avoirs dans les banques françaises afin d'éviter une fuite des capitaux vers l'étranger...

Rappelez-vous qu'en Mai 68, au moment des émeutes, le gouvernement en place à l'époque avait agi de même et il n'était alors plus possible de retirer plus de 500 Francs par mois d'un livret A à la Caisse d'Epargne... Par ailleurs, la dette française peut également être attaquée si un pays comme l'Espagne ou l'Italie connaît d'autres déboires, si l'extrémisme de droite comme de gauche se développe rapidement dans un pays européen ou si, **à l'image de l'Islande, un pays organise un référendum pour demander à son peuple s'il souhaite rembourser ses dettes et que la réponse est non !**

Cela étant, **nous sommes** non seulement **au début d'un nouveau cycle économique...** mais encore à l'aube d'une nouvelle société et cela ne se passera pas sans heurt... En effet, l'Etat, à l'heure actuelle, peut se vanter d'avoir échoué et ce, pour les raisons suivantes :

1. notre pouvoir d'achat et la capacité de développement de nos entreprises sont aujourd'hui laminés par l'ensemble des prélèvements fiscaux...

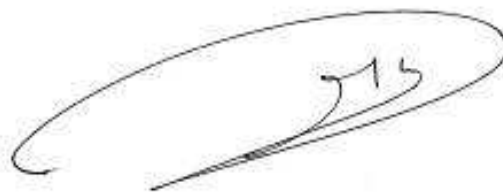
2. ... alors même que nos retraites sont de moins en moins financées...

3. ... et que nos systèmes juridiques sont de plus en plus inefficients...

Dès lors, cela accroît le développement de l'extrémisme sur fond de problèmes économiques.

En conséquence, nous vous proposons d'**internationaliser le plus possible vos actifs pour des raisons de sécurité** (jusqu'au compte bancaire à Luxembourg avec carte bleue !) **et vous conseillons d'éviter de plus en plus les banques françaises car elles sont fragilisées par leurs milliards de pertes sur la dette d'Etats comme la Grèce.**

Si vous possédez beaucoup d'argent, privilégiez le "private equity"... et quoi qu'il en soit, diversifiez toujours vos actifs entre immobilier, bourse et métaux précieux !...

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by the initials 'DM'.

**Didier MAURIN**

La présente note d'information, en tenant compte des différentes tendances qui s'expriment dans le monde de l'économie ou dans la presse financière, a pour but de vous informer et de vous faire partager mon analyse financière personnelle afin de vous permettre de faire vos choix et de prendre vos décisions dans les meilleures conditions possibles. Gardez toutefois présent à l'esprit que les marchés financiers sont susceptibles de fluctuer à la hausse comme à la baisse, que les performances passées ne préjugent pas des performances à venir, et qu'il n'est donc pas prudent ni raisonnable de concevoir un investissement sur les marchés financiers et immobiliers comme un placement à court terme et/ou sans risque. N'omettez pas en outre de considérer qu'il importe de diversifier votre patrimoine en tenant compte tout à la fois de vos propres objectifs et de la conjoncture du moment.

# La hausse des salaires s'accélère en Chine

En Chine, la hausse des salaires a eu tendance à s'accélérer en 2011. Les chiffres que vient de publier le Bureau national des statistiques (BNS) sont sans ambiguïté. Dans les zones urbaines, les entreprises dites « privées » – les petites entreprises dans la nomenclature chinoise – ont vu les salaires augmenter de 18,3 % en moyenne en 2011, contre 14,1 % l'année précédente. Il fallait déboursier, en moyenne, 24.556 yuans par an pour payer un salarié dans ces sociétés en 2011. Soit 260 euros par mois.

Dans les grandes entreprises, publiques ou privées, la hausse a été légèrement moins forte, à 14,3 %, contre 13,5 % en 2010. Mais les salaires sont plus élevés : ils s'établissent en moyenne à 42.452 yuans annuels (446 euros par mois).

Autre fait significatif : la hausse des salaires, autrefois très nette chez les cols blancs dont certains se payent aujourd'hui aussi cher que dans les pays développés, concerne aussi le bas de l'échelle sociale. D'après le « China Business News », la vitesse d'augmentation des salaires pour les travailleurs non qualifiés employés dans le bâtiment ou le secteur

L'objectif de réduction des coûts, qui ne concernait que 8 % des sociétés en 2011, est aujourd'hui partagé par 14 % d'entre elles.

minier a été plus rapide que la hausse moyenne des salaires. Pour la première fois, ceux-ci ont vu leur revenu mensuel moyen dépasser les 2.000 yuans (252 euros).

C'est un défi pour la Chine. Dans une toute récente étude de la Chambre européenne de commerce en Chine (« Les Echos » du 30 mai), les entreprises sondées



L'augmentation des salaires pour les travailleurs dans le bâtiment a été plus rapide que la hausse moyenne des salaires.

coûts du travail comme une inquiétude. Élément impensable il y a quelques années, l'objectif de réduction des coûts, qui ne concernait que 8 % des sociétés en 2011, est aujourd'hui partagé par 14 % d'entre elles. Certains pays d'Asie du Sud-Est représentent désormais des alternatives sérieuses à l'investissement en Chine.

Il y a pourtant deux aspects positifs dans cette inflation salariale. D'abord, les rémunérations semblent avoir poursuivi leur mouvement ascendant en ce début d'année. Le marché du travail reste donc tendu et la menace d'un chômage massif n'est pas à l'ordre du jour. Dans ce contexte, un plan de relance n'apparaît pas comme un impératif absolu. Par ailleurs, en tenant compte de l'inflation, la hausse des salaires s'est enfin installée, pour la première fois depuis que ces données sont disponibles, à des niveaux supérieurs à celle du PIB. Ce qui est un préalable nécessaire à l'indispensable hausse de la contribution de la consommation des ménages dans l'économie chinoise. GABRIEL GRÉSILLON



# Les capitaux en quête de sécurité trouvent une valeur refuge dans la forêt

La crise financière a redonné à la forêt un statut de valeur refuge. Le prix moyen à l'hectare des forêts françaises a augmenté de près de 11 % l'an dernier.

La forêt française a aujourd'hui un point commun avec l'immobilier : crise financière aidant, elle s'installe dans un statut de valeur refuge. D'où une activité soutenue (surtout sur le segment des grandes forêts de plus de 50 hectares) avec 1,2 milliard d'euros de transactions l'an dernier. Sur un marché représentant 15 millions d'hectares (27 % du territoire français), aux trois quarts privé, les surfaces vendues ont bondi de 11 %, à 112.700 hectares, selon les estimations de la Fédération nationale des Safer (FNSAFER) et de la Société Forestière.



Aujourd'hui, la forêt vaut davantage que le bois qui la compose.

Cette dernière, filiale de la Caisse des Dépôts et principal gestionnaire privé d'investissements forestiers en France, pointe du doigt non seulement l'effet refuge mais la ruée des vendeurs fin 2011 pour empocher leurs plus-values avant le durcissement de la fiscalité au 1<sup>er</sup> février 2012 (les forêts sont soumises au même régime des plus-values que les résidences secondaires). Cela a conduit à une augmentation de 10,8 % du prix moyen à l'hectare l'an dernier (+ 19 % en deux ans !), à 3.960 euros soit, en monnaie constante (hors inflation), son niveau de 1985. Ce qui reste inférieur au pic historique de 1981 (6.200 euros l'hectare). Mais, depuis 1997, le prix à l'hectare n'a cessé d'augmenter (+ 46 %). Il n'a enregistré qu'une seule année de baisse (- 1,6 % en 1998), est resté stable en 2000 malgré la tempête de 1999 divisant par deux le prix du bois et a légèrement progressé en 2009, en dépit de la crise financière et d'un nouveau recul du prix du bois (- 23 %). Depuis, le prix du bois a rebondi. Toutefois, *aujourd'hui, à 3.960 euros l'hectare, la forêt vaut davantage que le bois qui la compose... « Alors que la valeur de marché des forêts est normalement fonction du prix du bois et de celui des terres agricoles, aujourd'hui, elle se décorrèle et est de 10 % à 20 % supérieure »*, observe Laurent Piermont, PDG de la Société Forestière.

## Des écarts de prix importants

Il existe toutefois une forte hétérogénéité des prix. L'an dernier, les transactions sont allées de 640 euros à 12.180 euros l'hectare selon les régions et la qualité du « peuplement ». La hiérarchie traditionnelle des régions les plus chères a été respectée avec, en tête de classement, le Bassin parisien et le Nord - Pas-de-Calais. Le prix dépend aussi de la nature des acquéreurs. Les agriculteurs sont très présents parmi les acheteurs dans le quart Sud-Ouest du pays, tandis que les personnes morales privées non agricoles (des investisseurs institutionnels pour la plupart) ciblent le sud de l'Ile-de-France, le Centre, la Bourgogne, le Limousin et la Gironde. Résultat : dans le Nord et le Bassin parisien, déjà les zones les plus chères, l'an dernier, le prix moyen à l'hectare a augmenté de 14 %, contre 6 % dans le Sud-Ouest, qui devient la zone forestière la moins chère de France. Les écarts de prix entre régions n'ont cessé de se creuser depuis 1997 : de 1 à 1,9 contre un rapport de 1 à 2,5 aujourd'hui.



# « Le projet allemand d'union politique est une chance historique pour la France »

**Vous qui étiez un éminent « visiteur du soir » de Nicolas Sarkozy, quel est votre état d'esprit aujourd'hui ?**

Mon sentiment est que cette alternance est une bénédiction pour la société et une malédiction pour l'économie. Si Nicolas Sarkozy avait été réélu, le pays aurait été très difficile à gouverner. Cela aurait engendré une frustration terrible dans une partie de la population. Un jour ou l'autre, cela aurait débouché sur des éruptions de violence. L'élection de François Hollande a apaisé des brûlures. Et puis, il n'y a pas de démocratie vivante sans alternance politique. En revanche, oui, je suis très inquiet pour l'état de l'économie.

**Qu'est-ce qui vous inquiète le plus ?**

L'alignement de la fiscalité du capital sur celle du travail, le rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune... Cette gauche a appris le keynésianisme, pas le schumpétérisme. Elle n'a pas appris ce qui fait la dynamique de l'économie. Elle engage une politique qui nous met à rebours de tous nos partenaires, une politique qui va accroître notre déficit de compétitivité vis-à-vis de l'Allemagne et, bientôt, aussi, vis-à-vis des Espagnols et des Italiens. La politique fiscale de ce gouvernement est extrêmement aventureuse. Avec un taux d'imposition sur la fortune de 2 % et des taux d'intérêt à peine au-dessus de zéro, ce n'est plus l'accroissement du capital que l'on prélève, mais le capital lui-même. C'est complètement fou. Le résultat est qu'il se prépare en ce moment la plus formidable délocalisation des centres de décision à laquelle nous ayons jamais assisté. Oh, bien sûr, elle ne sera pas toujours spectaculaire parce que les grands groupes ont appris à éviter les ennuis, mais elle se produit à bas bruit, sous le radar politique. Formellement, des sièges resteront en France mais ce seront des coquilles vides : les dirigeants et les cadres très supérieurs vont partir de plus en plus nombreux à Londres, et ne reviendront pas de sitôt. C'est une perte de matière



**INTERVIEW**  
**ALAIN MINC**  
PRÉSIDENT D'AM CONSEIL

« Il se prépare la plus formidable délocalisation des centres de décision à laquelle nous ayons jamais assisté. »

grise et un abandon de richesse économique considérable. Ce gouvernement risque de faire de la France un territoire hostile au monde économique, mal vu par les investisseurs internationaux.

**Mais cela date-t-il du 6 mai ? Nicolas Sarkozy avait commencé à rapprocher la fiscalité du capital de celle du travail, il avait allégé mais maintenu l'ISF...**

Sous Nicolas Sarkozy, c'est vrai, il y a eu une pincée de correctifs fiscaux ; là, tout arrive en même temps. Ce pouvoir est un mélange de culture politique provinciale et de culture technocratique fermée au monde. Où sont les gens qui savent ce qu'est le vrai monde globalisé ? Pour le moment, on cherche en vain les esprits capables d'éclairer le président sur les réalités économiques. Où est le Jacques Delors de François Hollande ?

**La prochaine taxe de 3 % sur les dividendes versés entre-t-elle dans cette politique fiscale que vous dénoncez ?**  
Elle est bête.

**Pas plus ?**  
Si on s'arrêtait à cela, cela participerait du prix fiscal à payer à la victoire de la gauche. Le problème, c'est le risque de dépasser le seuil de tolérance fiscale. Cette gauche commet une énorme erreur, et elle le fait cette fois par méconnaissance, pas

par idéologie comme en 1981. Sa culture économique s'est arrêtée à 2002. Ce pouvoir ne mesure pas ce qu'est la globalisation. Nous faisons l'inverse de tous les autres. Pas étonnant que nos amis anglais trouvent cela formidable !

**« Où est le Jacques Delors de François Hollande ? »**

**Le bras de fer avec l'Allemagne ne s'explique-t-il pas par la volonté de François Hollande de faire payer ses promesses présidentielles par les Allemands ?**

Il faut généralement deux ans à un chef d'Etat français pour comprendre l'Allemagne. François Hollande, lui, n'a eu que deux semaines. Il a commis une gaffe en recevant les dirigeants du SPD à l'Élysée, il a eu de mauvais gestes et de mauvais mots à l'égard de la chancelière, mais ce n'est pas irréversible. Simplement, tant que Mario Monti sera là, l'Europe sera beaucoup plus orchestrée par un tandem germano-italien que germano-français.

**N'est-ce qu'une posture, ou un positionnement plus durable ?**  
Oui, mais François Hollande reviendra, je l'espère, à la raison. Il demeure un enfant de Jacques Delors. Il ne peut pas emmener

son pays dans un affrontement avec l'Allemagne, point final. Quand les chefs d'Etat français, allemand, italien et espagnol se retrouveront, aujourd'hui, à Rome, trois sur quatre parleront la même langue économique, et François Hollande une autre. Cela ne pourra pas durer. Le mieux serait que cela prenne fin avant que les marchés aient serré le garrot.

**Où est la voie de sortie ?**

Angela Merkel a mis sur la table un projet d'union politique qui répond aux rêves des fédéralistes qu'étaient François Mitterrand et Jacques Delors. Si François Hollande avait saisi la balle au bond, il aurait pu faire passer de bonnes choses comme la possibilité pour le Mécanisme européen de stabilité (MES) de financer les banques sans passer par les Etats. Ce serait l'équivalent du plan TARP des Etats-Unis. Les « project bonds » aussi auraient été acceptés de manière plus facile. Le président français a sous-estimé incroyablement le geste d'Angela Merkel. Or, le plan Merkel est, à certains égards, plus conforme à la tradition socialiste qu'à la tradition gaulliste, car il n'est pas intergouvernemental. Je ne m'explique donc pas cette réticence.

**Qu'aurait dû faire François Hollande ?**

Sur l'union bancaire, la position française est bonne. Il fallait la proposer aux Allemands en échange de l'union politique. Voilà le grand projet européen que François Hollande peut encore rattraper, in extremis. François Mitterrand avait su saisir une chance de l'histoire : en échange de l'acceptation de la réunification allemande, il avait obtenu d'Helmut Kohl la monnaie unique pour l'Europe. La situation actuelle exige un nouveau deal de cette ampleur. Si elle ne le fait pas, la France se battra dos au mur contre une croissance de plus en plus médiocre, avec une compétitivité de plus en plus faible et face à des marchés de plus en plus hostiles.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
**NICOLAS BARRÉ**  
ET **JEAN-FRANÇOIS PÉCRESSE**



# La Russie détient 10 % des réserves d'or mondiales

Les banques centrales des pays émergents continuent à accumuler de l'or pour diversifier leurs réserves de change. D'après les chiffres publiés hier par le Fonds monétaire international (FMI), la Russie a acquis en mai 15,5 tonnes pour un montant de 790,7 millions de dollars. Cela porte ses réserves à leur plus haut niveau depuis au moins 1993. Avec un peu plus de 911 tonnes dans ses coffres, soit 10 % des réserves mondiales, Moscou détient aujourd'hui deux fois plus de lingots qu'il y a cinq ans. L'or représente désormais 9,1 % de ses réserves totales de change. Certes, encore loin des 75 % pour les Etats-Unis et l'Allemagne, premiers détenteurs d'or de la planète avec respectivement plus de 8.000 et 3.400 tonnes. La France détient, elle, un peu plus de 2.400 tonnes d'or, les cinquièmes réserves au monde. La Turquie, pays qui a longtemps joué un rôle clef dans le marché de l'or, confirme son retour sur le devant de la scène. Ses réserves ont progressé de 5,7 tonnes, à 245 tonnes. Depuis peu, les banques turques ont été autorisées par la banque centrale à détenir jusqu'à 25 % de leurs réserves obligatoires sous forme d'or.

## Vers un nouveau record annuel

D'autres noms reviennent également depuis le début de l'année. Les réserves de l'Ukraine ont augmenté de 2,1 tonnes, à 32,7 tonnes, et celles du Kazakhstan de 1,8 tonne, à 100 tonnes, souligne le FMI. La banque centrale kazakhe a indiqué début juin qu'elle voulait accroître la part de l'or dans ses réserves de change à 20 %, contre 15 % actuellement.

Les banques centrales, principalement d'Asie et des pays émergents, ont nette-



Moscou détient aujourd'hui, avec 911 tonnes d'or, 10 % des réserves mondiales.

ment accru leurs achats d'or ces dernières années. En 2011, elles ont acquis 456 tonnes, selon le Conseil mondial de l'or (WGC), dont près de 100 tonnes par le Mexique, suivi de près déjà par la Russie (94 tonnes). Un record qui pourrait être battu cette année. « Ce mouvement n'a aucune raison de s'inverser dans un avenir proche. Les devises ne sont plus perçues comme aussi solides qu'avant », explique Dan

Smith, analyste chez Standard Chartered.

Depuis un mois et demi, l'once d'or oscille autour de 1.600 dollars. Si le prix du métal précieux s'est éloigné de son pic historique de 1.900 dollars atteint en septembre 2011, il reste l'une des rares matières premières en progression depuis le début de l'année (+ 1,1 %), après onze années consécutives de hausse.

MURYEL JACQUE

## Quelques pistes, un peu de réalisme.

### En bref :

- **Rester dans l'action**
- **Et pour longtemps**
- **Extra sur la Grèce**

Sur les marchés d'actions, le soufflé semble retomber et, dans de faibles volumes devenus habituels, on dirait bien que les investisseurs redonnent confiance à ces actifs-là.

**Ils ont raison.** Les actions restent de loin le meilleur espoir de gain pour l'épargne de long terme. Pour gagner de l'argent, il faut accepter le risque de la volatilité, de voir un portefeuille subir des hauts et des bas. De nombreuses études montrent que les **dividendes** versés constituent le plus fort moteur de la performance d'une action. D'autres montrent aussi clairement que les entreprises qui se donnent les moyens de maîtriser au mieux leur avenir sont **celles qui durent** et rapportent le plus.

Les personnes fortunées investissent principalement dans l'immobilier et le **private equity** (directement dans ce qui peut vraiment créer de la valeur, essentiellement l'industrie ici et ailleurs).

Les tensions sur les marchés obligataires rendent les choix, les décisions, les simples actions d'achat ou de vente, de plus en plus compliqués. La liquidité devient le problème numéro un. Sinon, pourquoi en arrive-t-on à acheter une obligation de l'Etat allemand à 0% si ce n'est qu'on veut être certain de récupérer son argent sans problème à l'échéance ?

En résumé, ceux qui gagnent ou **veulent gagner de l'argent**, pour de vrai, doivent regarder du côté des actions et surtout du private equity, et surtout s'inscrire dans la durée et suivre l'évolution de son argent avec flegme et discernement.

Si vous n'avez pas d'idées à ce sujet, nous en avons....

**En annexe**, un résumé d'un texte récent de Marc Touati qui explique clairement pourquoi il n'est pas sain de vouloir **la sortie de la Grèce** de la zone euro. C'est assez clair, mais personne n'a la vérité en réalité, seule l'histoire la dira. Mises en évidence de notre initiative.

Bon long week-end, à mercredi !

Marc Gilson

Source : Le Billet Quotidien - 25 mai 2012

Articles reproduits par le cabinet DMF avec l'autorisation du CFC.

Les documents reproduits sont des œuvres protégées et ne peuvent à nouveau être reproduits sans l'autorisation du CFC.



DI  
MAURIN  
FINANCE